

ÉTUDES
ÉCONOMIQUES & FINANCIÈRES

PAR

M. E. FOURNIER DE FLAIX

PREMIÈRE SÉRIE

TOME I

OUVRAGES DE M. E. FOURNIER DE FLAIX

Les Réformes nécessaires. — 1869. Paris, Guillaumin.

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT

Du Capital. — Ouvrage présenté au Concours Bischoffsheim, honoré d'une mention par l'Académie des sciences morales et politiques.

De la Réforme des impôts en France, précédée d'une introduction sur l'histoire des théories fiscales au xvii^e, xviii^e et xix^e siècle, ouvrage présenté et couronné au concours Péreire.

Études économiques et financières. — 2^e Série.

EN PRÉPARATION

Histoire générale des Banques, des Sociétés de crédit et des Institutions de prévoyance chez tous les peuples.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES

ET

FINANCIÈRES

PAR

M. E. FOURNIER DE FLAIX

PREMIÈRE SÉRIE

TOME I

Mouvement financier en Europe et en France. — De l'influence des faits économiques et des dégrèvements d'impôts. — De la capitalisation des valeurs. — Les fonds de l'État et la Conversion. — Les banques en France, en Angleterre et aux États-Unis. — La Banque de France. Les chemins de fer français. — Le Paris-Lyon-Méditerranée. — Le Nord. — Le Midi. — Les chemins de fer espagnols et autrichiens. Le canal de Suez.

PARIS

GUILLAUMIN et C^{ie}, éditeurs, 14, rue Richelieu
GHIO, galeries du Palais-Royal

1883

TOUS DROITS RÉSERVÉS

PRÉFACE

Dans la seconde moitié de notre siècle, il s'est fait, en Europe et aux Etats-Unis, une accumulation extra-ordinaire de capital, par suite du développement imprimé à toutes les branches de la production. D'après les estimations les plus modérées, le capital de l'Angleterre serait évalué à 220 milliards, celui de la France à 200 milliards, celui des Etats-Unis à 300 milliards, celui de l'Allemagne à 160 milliards. En ce qui concerne la France, il nous serait facile de prouver que le chiffre de 200 milliards est insuffisant et que le capital de la France représente, au moins 250 milliards, peut-être davantage (1).

(1) M. de Foville a publié récemment (n^{os} 32, 38, 42) dans l'*Economiste français* trois articles sur la richesse comparée des Etats. Voici les chiffres approximatifs qu'il propose : Etats-Unis, 200 milliards ; — Angleterre, 213 milliards ; — Russie, 30 milliards ; — Suède, 6 milliards ; — Danemark, 2 milliards ; — Belgique, 30 milliards ; — Allemagne, 17 milliards (revenus) ; — Autriche-Hongrie, 15 milliards (revenus) ; — France, 216 milliards. En général, ces estimations sont très modérées, celle relative aux Etats-Unis

Dans ce capital de 250 milliards, la propriété foncière, bâtie ou non bâtie, rurale ou urbaine, compte environ pour 140 milliards; il reste donc 110 milliards applicables à la propriété mobilière, sous toutes ses formes. Cette propriété mobilière peut être, à son tour, subdivisée en deux catégories distinctes : l'une qui est restée encore individuelle, l'autre qui a revêtu un caractère collectif. Cette seconde catégorie forme l'actif des sociétés de tout genre qui, ne cessant de se multiplier depuis un demi siècle, n'ont jamais été plus nombreuses ni plus importantes que depuis ces dernières années.

Il n'est pas impossible d'avoir quelques données sur cet actif et sur les valeurs qui le repré-

est tout à fait insuffisante. M. Atkinson évalue le revenu annuel des Etats-Unis à 50 milliards. Il est certain que l'accroissement annuel est extraordinaire. Dans une seule année les Américains ont pu consacrer 1200 millions au développement du réseau ferré. Diverses causes ont pu ralentir la formation de la richesse en France depuis 1880, comme l'atteste la diminution du rendement des impôts, notamment de l'impôt des successions (capital taxé, 6,780 millions en 1880, 6,000 millions en 1881); dans tous les autres Etats de l'Europe et aux États-Unis, il y a eu de 1875 à 1882 un développement de richesse remarquable, notamment aux Etats-Unis, en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Italie et en Espagne.

En ce qui concerne la France, particulièrement, je crois avoir établi, dans mon livre sur *la Réforme des impôts en France (sous presse)* que, malgré les ravages du phylloxera et la crise financière, le capital de la France s'élève au-delà de 220 millions.